



Silvia Márton, Frédéric Monier
et Olivier Dard (dir.)

*Moralité du pouvoir et corruption
en France et en Roumanie*

XVIII^e-XX^e siècle

Contenu de ce document : MC_MPC · L'élitisme des réseaux : Les difficultés de la professionnalisation de la politique en Roumanie (1866-1914) · Silvia Marton

La question de la corruption est au cœur de la vie politique contemporaine en France et en Roumanie. Or, contrairement à ce que pourrait laisser croire une vision trop peu critique d'une actualité enfiévrée, cette question a une longue histoire dans chacun des deux pays. La corruption ne renvoie pas à des pratiques spécifiques et pérennes, mais à des formes d'évaluation critique des gouvernants ainsi que des élites économiques et financières. *Topos* fondateur des cultures politiques contemporaines, elle est une catégorie inachevée investie de sens toujours nouveaux.

Ce volume propose ainsi une histoire comparée de ce phénomène en France et en Roumanie. Il cherche à savoir si certaines évolutions historiques générales, comme les processus de dénonciation de la corruption, de modernisation des États et de création de morales publiques, ou bien encore les pratiques d'influence, d'intérêts et de pouvoir sont communes à ces deux sociétés européennes à la fois éloignées et proches.

La première partie interroge la genèse d'une question politique au XVIII^e et au début du XIX^e siècle. La deuxième partie aborde la question des pratiques de pouvoir et d'intérêt, telles que les contemporains les mettent en œuvre, les pensent et les discutent. La troisième partie est consacrée aux débats, aux critiques publiques, mais aussi aux régulations et aux formes de répression de la corruption : toutes entendent définir des normes pour la probité publique et le bon gouvernement.



ISBN de ce document :

979-10-231-3458-2

Couverture : « Pincé ! Le silence est d'or ! », dessin d'Auguste Roubille, *Le Rire*, 21 octobre 1905, collection privée © Look and Learn/Bridgeman Images

<http://pups.paris-sorbonne.fr>

MORALITÉ DU POUVOIR ET CORRUPTION
EN FRANCE ET EN ROUMANIE

Mondes Contemporains

collection dirigée par Éric Bussière et Olivier Forcade

Dernières parutions

John Foster Dulles. Secrétaire d'État, Cold Warrior et père de l'Europe
François David

L'Afrique indépendante dans le système international
Émilie Robin-Hivert & Georges-Henri Soutou (dir.)

Jacques Seydoux diplomate (1870-1929)
Stanislas Jeannesson

Louis Jacquinot, un indépendant en politique

Julie Bour, Olivier Dard,
Lydiane Gueit-Montchal & Gilles Richard (dir.)

Penser le système international (xix^e-xxi^e siècle).

Autour de l'œuvre de Georges-Henri Soutou
Éric Bussière, Isabelle Davion,
Olivier Forcade & Stanislas Jeannesson (dir.)

L'Aéronautique militaire française outre-mer (1911-1939)
Jean-Baptiste Manchon

Les Guerres balkaniques 1912-1913
Jean-Paul Bled & Jean-Pierre Deschodt (dir.)

Sortir de la guerre

Michèle Battesti & Jacques Frémeaux (dir.)

*La guerre des polices n'a pas eu lieu. Gendarmes et policiers, co-acteurs de la sécurité
publique sous la Troisième République (1870-1914)*

Laurent López

*Émile Guillaumin, paysan-écrivain bourbonnais,
soldat de la Grande Guerre*

Nadine-Josette Chaline

*Génération politique. Les « années 68 » dans les jeunesses
des partis politiques en France et en RFA*

Mathieu Dubois

De Munich à Dantzig. Journal (30 août 1938-18 août 1939)
Paul de Villelume ; édition établie par Simon Catros

Les Gendarmeries dans le monde, de la Révolution française à nos jours
Jean-Noël Luc & Arnaud-Dominique Houte (dir.)

Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine.

*Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations
internationales*

Olivier Zajec

La Grande Guerre des assiettes

Jean-Pierre Chaline (dir.)

Jacques Foccart : archives ouvertes (1958-1974). La politique, l'Afrique et le monde
Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade & Sylvain Mary (dir.)

Silvia Marton, Frédéric Monier et Olivier Dard (dir.)

Moralité du pouvoir et corruption en France et en Roumanie

(xviii^e-xx^e siècle)



Ouvrage publié avec le concours de l'université Paris-Sorbonne,
du Centre Norbert Elias (UMR 8562) de l'université d'Avignon et des Pays du Vaucluse
et de l'ANR

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

ISBN de l'édition papier : 979-10-231-0577-3
© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2017
© Sorbonne Université Presses, 2023

Mise en page Emmanuel Marc DUBOIS, Issigeac
d'après le graphisme de Patrick VAN DIEREN

SUP

Maison de la Recherche
Sorbonne Université
28, rue Serpente
75006 Paris

tél. : (33)(0)1 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

DEUXIÈME PARTIE

**État contemporain et pratiques
de pouvoir (XIX^e-XX^e siècles)**

L'ÉLITISME DES RÉSEAUX : LES DIFFICULTÉS DE LA
PROFESSIONNALISATION DE LA POLITIQUE EN ROUMANIE
(1866-1914)

Silvia Marton

Université de Bucarest et alumna du New Europe College

La distinction bien connue de Max Weber entre « la politique comme vocation » et « la politique comme a-vocation¹ » s'applique à la transformation historique des hommes politiques en professionnels de la politique. C'est un processus progressif qui fait que les anciens amateurs deviennent des politiciens dédiés aux stratégies d'élection et d'obtention de postes². Ainsi, la politique comme domaine se transforme en une sphère autonome d'activité³. Ce chapitre propose une réflexion sur les difficultés de la différenciation fonctionnelle des rôles politiques, administratifs et culturels des élites roumaines de la fin du XIX^e siècle. Les hommes politiques roumains pratiquent la politique partisane et se présentent aux élections, mais ils sont, souvent simultanément, des hauts fonctionnaires dans la bureaucratie d'État, des journalistes, des dirigeants de grandes institutions culturelles et économiques, des professeurs, entre autres. La richesse et le statut social restent des critères majeurs de sélection dans la fonction publique et permettent de longues carrières politiques⁴. Les études permettent surtout de conserver et de reproduire le privilège social⁵. Néanmoins, elles deviennent progressivement un moyen pour l'ascension sociale.

- 1 Max Weber, « The Profession and Vocation of Politics », dans *Political Writings*, éd. Peter Lassman et Ronald Speirs, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p. 309-369.
- 2 Jean Joana, *Pratiques politiques des députés français au XIX^e siècle. Du dilettante au spécialiste*, Paris, L'Harmattan, 1999 ; *id.*, « L'invention du député. Réunions parlementaires et spécialisation de l'activité politique au XIX^e siècle », *Politix*, vol. 9, n^o 35, 1996, p. 23-41.
- 3 Michel Offerlé (dir.), *La Profession politique (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Belin, 1999, p. 7-35.
- 4 Alexandra Iancu, « Knowledge and Power in the Romanian Case. University Education and its Legitimising force, 1866-2010 », dans Florian Bieber et Harald Heppner (dir.), *Universities and Elite Formation in Central, Eastern and South Eastern Europe*, Berlin, Lit Verlag, 2015, p. 111-129.
- 5 Dragoș Sdrobiș, *Limitele meritocrației într-o societate agrară : șomaj intelectual și radicalizare politică a tineretului în România interbelică*, Iași, Polirom, 2015, p. 69 ; Mihai Dinu Gheorghiu, *Intelectualii în câmpul puterii. Morfologii și traiectorii sociale*, Iași, Polirom, 2007.

Il faut souligner d'emblée que la classe politique roumaine n'a pas eu de source d'expertise en provenance de l'armée ou de l'aristocratie, comme les junkers en Prusse ou les grands corps techniques et administratifs de l'État en France⁶. Le développement de l'armée en Prusse, source de bureaucratisation, ou de l'idéologie républicaine méritocratique sous la Troisième République en France a pu promouvoir une certaine professionnalisation des métiers administratifs⁷. Il n'y a pas d'universités roumaines adéquates jusqu'aux dernières années du XIX^e siècle⁸, d'où l'absence de grands corps ou de « légistes d'État⁹ ». Les établissements supérieurs pour étudier les sciences administratives de l'État sont créés à partir de 1925¹⁰.

98

À ce jour il n'y a pas de recherche systématique sur la professionnalisation des élites et de la politique en Roumanie. Les rapports de clientèle et leur transformation, l'institutionnalisation difficile des corps de l'État ainsi que des critères de la sélection et de l'expertise politique, ou encore la sociologie des réseaux sont des thèmes marginalisés par les recherches sur les élites et la modernisation.

Les intellectuels d'Europe orientale sont nés au début du XIX^e siècle : ils étaient les acteurs les plus importants de la lutte pour l'émancipation nationale, aux plans culturel et politique, par rapport aux empires voisins¹¹. Pour Elena Siupiur, l'histoire de la formation de l'élite culturelle moderne est aussi celle de l'émergence de la classe politique moderne roumaine¹². Le privilège de la naissance comme moyen d'accès à la classe politique est progressivement remplacé par le professionnalisme de l'intellectuel¹³.

6 Thomas Hippler, *Citizens, Soldiers and National Armies: Military Service in France and Germany, 1789-1830*, Routledge, 2008 ; Marie-Christine Kessler, *Les Grands Corps de l'État*, Paris, Presses de Sciences Po, 1986 ; Marc-Olivier Baruch et Vincent Duclert (dir.), *Serviteurs de l'État. Une histoire politique de l'administration française (1875-1945)*, Paris, La Découverte, 2000.

7 Christophe Charle, *Les Élités de la République (1880-1900)*, Paris, Fayard, 1987.

8 Elena Siupiur, « The Role of the European Universities in Shaping the Romanian and South-East European Political Elites in the Nineteenth Century », *Analele Universității din București. Seria Științe Politice*, vol. 16, n° 1, 2014, p. 113-128 ; Lucian Nastasă, « Universitățile occidentale și formarea elitei intelectuale românești », dans Mihai Dinu Gheorghiu et Mihăiță Lupu (dir.), *Mobilitatea elitelor în România secolului xx*, Târgoviște, Paralela 45, 2008, p. 60-108.

9 Guillaume Sacriste, *La République des constitutionnalistes. Professeurs de droit et légitimation de l'État en France (1870-1914)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.

10 Andrei Florin Sora, *Servir l'État roumain. Le corps préfectoral (1866-1940)*, București, Editura Universității din București, 2011, p. 139-140, 142-145.

11 Elena Siupiur, *Intelectuali, elite, clase politice moderne în sud-estul european. Secolul XIX*, București, Dominor, 2004.

12 *Ibid.*, p. 13, 26.

13 *Ibid.*, p. 89. On a noté avec justesse que l'intellectuel est rarement considéré en Roumanie comme une identité sociale polémique, mais plutôt comme une réalité historique, avec une mission historique à accomplir ; Dragoș Sdrobiș, *Limitele meritocrației într-o societate agrară*, op. cit., p. 296.

Cette simultanéité à la fois historique et fonctionnelle est justement l'enjeu de ce chapitre qui souhaite comprendre le passage de l'autorité – à la fois sociale et intellectuelle, en Roumanie – à la compétence¹⁴. En l'absence, pour l'instant, d'une recherche empirique plus large, nous proposons quelques pistes de réflexion au prisme de la transformation du clientélisme, considéré comme une forme d'influence. Cette analyse maintient que le clientélisme n'est pas une pratique « prémoderne » dans les temps modernes, mais qu'il est tout simplement une technique pour gouverner, qui évolue au fil du temps : en tant que telle, elle fait partie intégrante de la modernisation politique¹⁵. Les structures de fidélité clientélaire infiltrent les partis modernes, une fois qu'ils sont formés, tandis que le patron individuel est remplacé par l'organisation¹⁶.

À partir de la fin des années 1870, le parti national libéral et le parti conservateur s'institutionnalisent progressivement. Ils monopolisent la vie politique jusqu'en 1914, et leurs sources de recrutement ainsi que leurs réseaux de clientèle se consolident¹⁷. C'est une époque d'autonomie croissante pour les élites roumaines : la Constitution de 1866 est l'œuvre d'une constituante autochtone et non imposée par les grandes puissances, alors que c'était le cas de tous les documents constitutionnels antérieurs. Cela leur permet de définir la portée de leur action politique bien avant 1878, année de l'obtention de la souveraineté *de jure*.

Cette étude considère que l'élitisme – ayant comme critères les études supérieures en Occident et la consécration au projet national – est une forme d'expression du clientélisme. En tant que tel, il permet aux hommes politiques roumains de majorer leurs chances d'accès à des postes et de construire de longues carrières politiques tout en restant des dilettantes, et il reste un frein à la différenciation fonctionnelle des rôles. Les hommes politiques choisissent en effet de rester des *uomini universale*, ils veulent briller dans de nombreuses sphères d'activité. Et surtout ils font de la politique parce qu'ils ont une vision historique et culturelle sur les buts de la politique, à savoir la construction de l'État-nation et de l'identité nationale. Le clientélisme, sous sa forme d'élitisme

14 Christophe Charle, *Les Élités de la République*, *op. cit.*

15 Jens Ivo Engels, « La modernisation du clientélisme politique dans l'Europe du XIX^e et du XX^e siècle. L'impact du capitalisme et des nouvelles formes d'organisation politique », dans Frédéric Monier, Olivier Dard et Jens Ivo Engels (dir.), *Patronage et corruption politiques dans l'Europe contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2014, p. 50.

16 Wolfgang Sofsky et Rainer Paris, *Figurationen sozialer Macht. Autorität-Stellvertretung-Koalition*, Suhrkamp, Frankfurt am Main, 1994.

17 Cristian Preda, *Rumâniile fericiți. Vot și putere de la 1831 până în prezent*, București, Polirom, 2011 ; Silvia Marton, « "Faction" ? "Coterie" ? "Parti" ? L'émergence des partis politiques roumains au XIX^e siècle », dans Silvia Marton, Anca Oroveanu et Florin Țurcanu (dir.), *L'État en France et en Roumanie aux XIX^e et XX^e siècles*, actes du colloque organisé au New Europe College – Institut d'études avancées, 26, 27 février 2010, 2011, p. 85-138.

des réseaux, fonctionne surtout comme un mécanisme de contrôle institutionnel et de sélection politique par défaut. Tant que les réseaux de protection fonctionnent, la professionnalisation reste difficile et l'administration de l'État a du mal à devenir autonome.

La sémantique accompagne l'attitude universaliste envers la politique. L'expression *homme politique* et la dimension pragmatique et partisane de l'activité politique reçoivent une connotation péjorative. Les contemporains préfèrent utiliser l'expression *homme d'État* pour suggérer, d'un côté, une hiérarchie normative du savoir en politique et des préoccupations politiques. De l'autre côté, il s'agit d'éviter tout malentendu sur la nature de l'activité et le comportement du véritable homme politique, qui est au-dessus de la politique politicienne et qui est dédié au grand projet national¹⁸. Le mot *intellectuel* n'apparaît quant à lui dans aucun dictionnaire de la langue roumaine avant 1914, alors que le mot *intelligence* (« *inteligență* ») est d'usage assez courant : il renvoie aux élites investies dans des occupations intellectuelles¹⁹.

100

La volonté énergique de l'État roumain de former les jeunes dans des universités occidentales, par des bourses offertes par l'État, afin de créer de l'expertise pour ses institutions modernes s'accélère à partir des années 1850-1860. Les études et surtout l'obtention d'un doctorat en Occident – notamment le doctorat en droit – signifient l'acquisition de la légitimité symbolique pour les jeunes ambitieux²⁰. Elles sont instrumentalisées pour leur permettre un accès privilégié à la sphère publique et au réseau des élites gouvernantes²¹. Rentrés au pays, ils sont promus quasi automatiquement à des fonctions administratives.

Les trois parcours analysés – Mihail Kogălniceanu (1817-1891), Titu Maiorescu (1840-1917) et Spiru Haret (1851-1912) – sont représentatifs dans le sens où ils illustrent une typologie des carrières dans la seconde moitié du XIX^e siècle, celle des hauts dignitaires de l'administration, de la politique et de la culture²². Chacun de ces hommes politiques a fait école à sa manière. Chacun s'est défini comme un acteur majeur au service du projet national, prêt soit à appuyer la volonté politique, soit à la mettre directement en œuvre de par sa fonction de ministre.

18 Armin Heinen, « Istoria politicului văzută ca dispută în jurul conceptelor : politică, om de stat, om politic, politician », dans Victor Neumann et Armin Heinen (dir.), *Istoria României prin concepte. Perspective alternative asupra limbajelor social-politice*, Iași, Polirom, 2010, p. 454-459.

19 Dragoș Sdrobiș, *Limitele meritocrației într-o societate agrară*, op. cit., p. 36.

20 Elena Siupiur, « The Role of the European Universities in Shaping the Romanian and South-East European Political Elites in the Nineteenth Century », art. cit., p. 113-128.

21 Alexandra Iancu, « Knowledge and Power in the Romanian Case », art. cit.

22 On doit l'expression à Sorin Alexandrescu : « Populism și burghezie : România la începutul secolului xx », dans *id.*, *Privind înapoi, modernitatea*, București, Univers, 1999, p. 102-104.

Issu d'une famille aristocratique, Mihail Kogălniceanu est l'homme politique qui utilise son autorité à la fois sociale et personnelle d'historien pour construire une longue carrière politique, et qui survit à tous les régimes de l'après-1848²³. Dans ce sens, il illustre la professionnalisation naissante de l'homme politique. Il est membre de l'élite par son origine sociale et par ses études secondaires et universitaires en France et à Berlin. Son activité d'historien se limite à sa jeunesse, pendant ses études et pendant l'exil de l'après-1848. Mais c'est un capital symbolique qui détermine à la fois sa longue carrière politique et sa postérité. Pendant les années 1840, il dirige plusieurs revues de littérature et d'histoire et il publie des collections de documents sur l'histoire des Roumains. Il fonde la revue *Dacia Literară* (*La Dacie littéraire*) en 1840 dont le titre représente tout un programme dans la ligne du romantisme militant²⁴. En 1868, il est élu membre de l'Académie roumaine à peine deux ans après sa fondation. De 1887 à 1889 il est le président de l'Académie, lorsqu'il renoue avec son travail d'historien. C'est une consécration symbolique pour un ancien militant pour qui l'étude de l'histoire a représenté une finalité politique, à savoir la construction de l'État-nation roumain, qui a adopté une vision historique et culturelle sur les buts de la politique pendant toute sa longue carrière²⁵.

Kogălniceanu débute sa carrière politique très jeune dans le camp libéral, favorable à l'union des principautés et à l'émancipation des Roumains de la tutelle ottomane. Avant l'union de la Moldavie et de la Valachie sous le même prince, Alexandru Ioan Cuza, en 1859, il occupe déjà des positions gouvernementales et administratives dans une Moldavie sous domination ottomane et russe et il devient rapidement la figure centrale du parti national. Il est Premier ministre à partir de 1863 et il conserve cette fonction même après le 2 mai 1864 lorsque Cuza s'attribue les pleins pouvoirs. De ce fait il devient l'adversaire des anciens quarante-huitards (les « rouges ») après le coup d'État pacifique de 1866 et l'arrivée sur le trône de Charles de Hohenzollern. Il continue de défendre le règne quasi-bonapartiste de Cuza en tant que parlementaire et ministre. À partir de 1875, les différents courants libéraux s'institutionnalisent pour former le parti national libéral. Comme les grandes figures du libéralisme radical – notamment Ion Brătianu – prennent la direction

23 Sa biographie par Alexandru Zub, *Mihail Kogălniceanu, arhitect al României moderne*, Iași, Institutul European, 2005.

24 Mihail Kogălniceanu, *Programul Daciei Literare, Introducție*, dans *Opere*, Craiova, Scrisul românesc, 1930, p. 41.

25 Déjà dans la préface de son *Histoire de la Valachie, de la Moldavie et des Valaques transdanubiens*, rédigée en français et publiée en 1837, Kogălniceanu explique ainsi sa démarche pour écrire l'histoire (*Opere*, t. II, *Scriseri istorice*, București, Editura Academiei R.S.R., 1976, p. 44).

du parti, Kogălniceanu reste sur une position modérée et se dédie surtout à la diplomatie.

Il est ministre des Affaires étrangères, d'avril à juillet 1876 et d'avril 1877 à novembre 1878, pendant la crise orientale, puis devient le premier représentant à Paris du nouvel État indépendant. Il fait tout pour l'entrée de la Roumanie, comme alliée de la Russie, en guerre contre l'Empire ottoman, avec le but de faire reconnaître son indépendance par les grandes puissances. Si sa fidélité à l'héritage politique du prince Cuza l'a banni pendant de longues années des premiers rangs du parti libéral, son discours devant le Parlement en mai 1877, lorsque le gouvernement proclame l'indépendance, et son rôle de chef de la délégation roumaine au congrès de Berlin, l'ont placé parmi les plus grandes figures du panthéon politique roumain. À ce jour, toutes les biographies consacrées à Kogălniceanu le décrivent comme « l'architecte de la Roumanie moderne » et se limitent à ce registre quasi-mythique.

102

Si en tant que ministre des Affaires étrangères il peut mettre à l'œuvre son dévouement au projet national, en tant que ministre de l'Intérieur (d'octobre 1863 à janvier 1865, de novembre 1868 à janvier 1870, en novembre 1878 puis de juillet 1879 à avril 1880) il peut mobiliser son réseau à la fois politique et intellectuel et exprimer sa vision sur la façon de faire la politique. Par exemple, lors des élections pour la Chambre en 1869, le gouvernement et le ministre Kogălniceanu souhaitent ardemment empêcher la constitution d'une majorité libérale radicale ou « rouge ». Kogălniceanu ordonne des changements dans l'administration locale et il envoie aux préfets des listes avec des candidats officiels et plus de trois cents télégrammes confidentiels pour recommander la neutralisation des adversaires du gouvernement²⁶. Il entend mobiliser à tout prix ses amis révolutionnaires de 1848, les poètes et diplomates Costache Negri et Vasile Alecsandri, pour déposer leur candidature à la Chambre. Les lettres persuasives que Kogălniceanu leur envoie, sans pourtant atteindre leur but souhaité, dévoilent néanmoins la manière, légitime à ses yeux, dont il entend obtenir une majorité²⁷. La proximité sociale crée la confiance et assure l'élection des « gens comme il faut »²⁸. Kogălniceanu est un véritable patron prêt à promouvoir son réseau d'amis pour l'aider à « sauver le pays ». C'est la manière courante à l'époque de comprendre la représentation politique et le vote censitaire²⁹. Kogălniceanu est convaincu que la vertu principale de la

26 Ion Mamina et Ion Bulei, *Guverne și guvernanți (1866-1916)*, București, Silex, 1994, p. 27.

27 Mihail Kogălniceanu, *Scrisori. Note de călătorie*, éd. Augustin Z. N. Pop et Dan Simonescu, București, Editura Pentru Literatură, 1967, p. 75-78, 80-82.

28 *Ibid.*, p. 81.

29 Bernard Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 1996, p. 260-261.

représentation est que l'élu sait déceler les grands intérêts de la nation. À ses yeux, cette tâche doit revenir d'une manière quasi-naturelle aux élites œuvrant pour le projet national, seul dessein digne d'une carrière politique.

Fondée en 1864, la société intellectuelle Junimea (La Jeunesse) a remporté le plus de succès dans la stratégie de transformation des connaissances et de la science – homologuées par un diplôme occidental – en pouvoir dans la société roumaine. Véritable groupe de pression, elle promeut les jeunes qu'elle soutient à des positions culturelles et politiques clés, à leur retour au pays³⁰. Docteur en philosophie et ayant fait des études universitaires de droit et lettres à Berlin, Giessen et Paris comme boursier de l'État roumain, Titu Maiorescu est le seul, parmi les cinq fondateurs de Junimea (Iacob Negruzzi, Petre P. Carp, Theodor Rosetti, Vasile Pogor), qui n'est pas issu d'une famille aristocratique. Rentré au pays en 1861, il connaît une ascension publique prestigieuse. Le jeune homme de 22 ans devient professeur à l'université de Iași, à peine fondée en 1860, puis membre de l'Académie à 27 ans. Il incarne la figure de l'idéologue et du théoricien de la culture, sa carrière politique étant dominée par ce rôle. De 1867 – date de publication de son fameux essai critique *În contra direcției de astăzi în cultura română*³¹ – à 1881, Maiorescu est le maître du discours contestant institutions et pratiques publiques. À partir de la perspective de l'évolutionnisme organique, sa théorie des « formes sans fond » dénonce l'imitation de la culture et des institutions occidentales que la société roumaine a poursuivie sans discernement, en adoptant les « formes » étrangères sans prendre en considération le « fond » culturel autochtone³². Ses cibles sont les anciens quarante-huitards et les libéraux qui ont exercé un quasi-monopole sur la pensée sociale et politique roumaine depuis le début du XIX^e siècle³³.

En 1881, Petre P. Carp publie le programme de Junimea, *Era Nouă* (*La Nouvelle Époque*), qui définit la nouvelle direction politique du groupe, opposée à la fois aux libéraux et aux anciens conservateurs. À partir de ce moment, les hommes politiques rattachés à Junimea prennent la relève d'une manière décisive et ils se rangent explicitement du côté du parti conservateur. Ils renoncent à la contestation idéologique et ils passent à l'organisation des institutions et aux réformes politiques, alors que Maiorescu, dans sa longue carrière de parlementaire à partir de 1870 (entrecoupée de quelques épisodes ministériels), reste l'adjoint de Carp. Celui-ci devient le stratège politique officiel du groupe : preuve que la politique prend la relève sur la culture et sur la critique

30 Sorin Alexandrescu, « Junimea – discours politic și discours cultural », dans *id.*, *Privind înapoi, modernitatea*, op. cit., p. 47-90.

31 En français : *Contre la direction d'aujourd'hui dans la culture roumaine*.

32 Zigu Ornea, *Junimea și junimismul* [1978], t. I et II, București, Minerva, 1998.

33 Sorin Alexandrescu, « Junimea – discours politic și discours cultural », art. cit., p. 58.

normative³⁴. C'est aussi le témoignage d'une forme naissante de différenciation fonctionnelle et de professionnalisation de l'action politique. Les conservateurs et Junimea gardent néanmoins la suprématie dans la critique culturelle de la société roumaine et ont la capacité de modeler l'opinion publique, à défaut de pouvoir dominer la vie politique pendant le dernier quart du XIX^e siècle³⁵.

La structure interne stricte de Junimea, qui fonctionne au moins pendant les deux premières décennies de son existence, contribue amplement au succès de sa stratégie³⁶. Les cinq fondateurs, occupant des rôles prééminents dans leurs domaines respectifs et menant des carrières politiques et publiques prestigieuses, en forment le cercle intérieur. Le deuxième cercle est constitué des professions libérales et des politiciens de second rang. Le troisième et plus grand cercle est formé par les jeunes intellectuels prometteurs, mais issus de milieux sociaux modestes, qui sont à la recherche de puissants protecteurs, et dont l'accès à la politique active (et donc aux deux cercles supérieurs) est interdit s'ils n'arrivent pas à valider leurs études en Occident par un diplôme.

104

Maiorescu occupe le rôle le plus important pour assurer le mécanisme de reproduction du groupe dans la logique de cette hiérarchie³⁷. Son activité illustre la nouvelle conception des pratiques clientélares, transformées par les partis politiques, comme le montrent ses deux protégés, le poète Mihai Eminescu (1850-1889) et l'écrivain Ion Creangă (1837-1889)³⁸. C'est Maiorescu qui, en vrai « courtier social », dirige leurs études et consacre à la fois leurs carrières littéraires, en les invitant à présenter leurs œuvres dans le cercle exclusiviste de Junimea et en les publiant dans la revue de la société, *Convorbiri Literare*, et leurs carrières publiques. Tous les deux occupent des postes pendant la période où Maiorescu est ministre des Cultes et de l'Instruction dans le gouvernement conservateur (de 1874 à 1876) : Creangă est nommé instituteur, Eminescu devient boursier de l'État roumain à Berlin. Par la suite, il est nommé directeur de la bibliothèque centrale de Iași. Eminescu est révoqué de sa fonction de directeur par le gouvernement libéral qui prend la suite. C'est un lieu commun de l'époque : l'alternance entre les libéraux et les conservateurs signifie automatiquement la persécution (*prigoana*) des adversaires, dirigée contre les anciens ministres et leurs proches. Mais Maiorescu continue d'intervenir en leur

34 *Ibid.*, p. 60-65, 76-82.

35 Sorin Alexandrescu, « Modernism și anti-modernism. Din nou, cazul românesc », dans Sorin Antohi (dir.), *Modernism și antimodernism. Noi perspective interdisciplinare*, București, Cuvântul, 2008, p. 131.

36 Sorin Alexandrescu, « Junimea – discurs politic și discurs cultural », art. cit., p. 53-55.

37 *Ibid.*, p. 54.

38 George Călinescu, *Viața lui Mihai Eminescu* [1938], éd. Ileana Mihăilă, București, Editura Academiei Române, 2002 ; *id.*, *Ion Creangă (Viața și opera)*, București, Editura Pentru literatură, 1966.

faveur grâce à sa position de parlementaire. Puisqu'il ne parvient pas à obtenir son diplôme de doctorat à la fin de ses études à Berlin, Eminescu se voit confiné dans le troisième cercle de Junimea au rôle de poète par Maiorescu, tandis que sa promotion sociale est interrompue et que l'accès à la vie politique active et le rôle d'idéologue lui sont refusés³⁹. Le seul rôle public qui lui est accordé est celui de journaliste au profit du parti conservateur, mais ses idées nationalistes et xénophobes restent marginales dans l'idéologie de Junimea.

En tant que ministre, Maiorescu continue la pratique de l'État, qui consiste à envoyer des jeunes faire des études en Occident. Sans avoir organisé de concours, il choisit quatre autres jeunes de Junimea pour étudier l'histoire et la philologie à Paris. Seuls deux suivent le programme imposé par le maître⁴⁰. Dans leur cas, la science ne se transforme pas en pouvoir, mais ils bénéficient d'une sphère étatique qui est la leur en tant qu'intellectuels, à savoir les postes publics⁴¹. On voit donc que dans une société qui tient les intellectuels approuvés par l'État dans un grand prestige, le doctorat sert rarement à construire une carrière purement universitaire ou de recherche pendant la seconde moitié du XIX^e siècle. Au contraire, il ouvre la voie à des carrières politiques et administratives brillantes, et/ou à des carrières intéressantes de vulgarisation, par le journalisme, les essais et les traductions, notamment.

À la fin de sa carrière, Maiorescu publie ses discours parlementaires accompagnés de préfaces explicatives⁴². Au tout début du XX^e siècle, c'est une entreprise éditoriale vue comme le couronnement d'une carrière politique réussie. Même si Maiorescu décrit les préfaces comme une œuvre « d'histoire contemporaine impartiale », il s'agit de chroniques partisans de la vie politique. C'est le projet national qui motive leur rédaction et qui justifie, selon Maiorescu, son entrée dans la politique active : « L'indépendance de la Roumanie reconnue comme État libre dans le concert des puissances européennes⁴³. » C'est la seule motivation digne de l'activité politique d'un homme qui a une ambition totalisante, pourrait-on dire : par ses écrits scientifiques, il est considéré comme le créateur de l'esthétique philosophique et de la critique littéraire roumaine, où il consacre l'autonomie de l'esthétique⁴⁴. Il professe donc que l'art et la politique devraient être des domaines séparés dans une culture accomplie

39 Sorin Alexandrescu, « Junimea – discurs politic și discurs cultural », art. cit., p. 53-55, 72-74, 79.

40 Iacob Negruzzi, *Amintiri din Junimea* [1921?], București, Humanitas, 2011, p. 195-198.

41 Sorin Alexandrescu, « Junimea – discurs politic și discurs cultural », art. cit., p. 78.

42 Titu Maiorescu, *Discursuri parlamentare cu priviri asupra dezvoltării politice a României sub domnia lui Carol I* [1866-1876], t. I, éd. Constantin Schifirneț, București, Albatros, 2001. Quatre tomes ont paru de 1897 à 1904.

43 Titu Maiorescu, *Istoria politică a României sub domnia lui Carol I*, éd. Stelian Neagoe, București, Humanitas, 1994, p. 33-34.

44 Zigu Ornea, *Junimea și junimismul*, op. cit., t. II, p. 7-134.

ou « vraie »⁴⁵. Il est aussi l'idéologue qui propose une critique normative du développement de la société roumaine. Professeur et recteur d'université, avocat et parlementaire, il se passionne pour l'analyse de la politique contemporaine tout en voulant faire de l'histoire.

Les parcours de Mihail Kogălniceanu et Titu Maiorescu montrent que le projet national reste le champ approprié de leur action politique. Ils considèrent que la politique peut et doit accomplir la construction de l'État-nation et donc que le registre des possibles dans la politique est assez limité. Ils restent des amateurs dans le sens où ils conçoivent leur rôle professionnel comme construction rhétorique de la nation. C'est une autre raison pour comprendre le poids politique et la longueur des débats parlementaires de l'époque. Tant que l'enjeu existentiel est la construction de l'État-nation, les juristes, les avocats et les littéraires dominent de loin les autres professions dans les réseaux clientélares. Et ce sont le droit et les lettres, au détriment des sciences naturelles et techniques, qui permettent l'ascension sociale et l'entrée dans la bureaucratie⁴⁶. À la fin du siècle, les études supérieures en Occident, et la diversification et la spécialisation du domaine des études, forment un idéal méritocratique qui remet en cause la sélection et la reproduction traditionnelle des élites, ainsi que la complémentarité entre la domination sociale et la domination politique des boyards⁴⁷.

C'est seulement vers 1900 que le questionnement de la classe politique commence à changer. Une connaissance sociologique et plus bureaucratique s'impose progressivement⁴⁸. La réflexion autour de la situation des paysans illustre le plus clairement ce tournant. Le paysan n'est plus seulement une question d'identité nationale quasi-mythique, mais il devient avant tout un enjeu de gouvernance. D'un symbole national et identitaire, avec une réalité surtout discursive, le paysan entre dans le concret de la gouvernance et des politiques publiques (sociales, médicales, économiques). La professionnalisation peut être comprise également comme la cristallisation d'une réflexion sur ce qui peut être fait et comment, en matière de gouvernement.

C'est Spiru Haret qui personnifie ce tournant. Il est l'homme politique créateur d'institutions. Il est considéré comme la figure de proue de la réforme scolaire roumaine, notamment dans les milieux ruraux. Pour son

45 Sorin Alexandrescu, « Junime – discurs politic și discurs cultural », art. cit., p. 74-76.

46 Armin Heinen, *Legiunea « Arhanghelul Mihail »*. *Mișcare socială și organizație politică. O contribuție la problema fascismului internațional* [1986], 2^e éd., trad. Cornelia et Delia Eșianu, București, Humanitas, 2006, p. 49.

47 Lucian Nastasă, « Universitățile occidentale și formarea elitei intelectuale românești », art. cit., p. 75.

48 C'est aussi l'époque de la naissance de la sociologie électorale, Andreea Zamfira, « Élections et électeurs aux XIX^e et XX^e siècles. Une généalogie de l'étude électorale en Roumanie », *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, vol. 7, n° 2, 2007, p. 339-372.

60^e anniversaire, en 1911, un volume d'hommages lui est dédié: le processus de sa monumentalisation est entamé⁴⁹.

En 1874, c'est le ministre Titu Maiorescu qui l'aide à obtenir une bourse de l'État pour étudier les mathématiques à Paris et il y obtient son doctorat. Le jeune diplômé de 27 ans rentre au pays et devient tout de suite membre correspondant de l'Académie. Sa carrière est lancée, surtout après son entrée au parti libéral en 1882. En 1883 il devient inspecteur général des écoles et en 1885 il est nommé secrétaire général au ministère de l'Instruction publique. De 1897 à 1910 il est ministre de l'Instruction publique (1897-1899; 1901-1904; 1907-1910).

Autour de 1900, la situation économique, sociale et politique de la paysannerie devient un enjeu majeur pour tous les courants politiques et pour toutes les élites, surtout après des jacqueries paysannes violentes – comme celles de 1888 ou de 1907 –, conséquences des tensions sociales et idéologiques de la société roumaine et de la pauvreté du monde rural dominé par les grands propriétaires et les grandes surfaces agricoles en fermage⁵⁰. Si le village et le paysan sont depuis le programme romantique de la revue *Dacia Literară* des années 1840 au cœur de la représentation collective identitaire, deux courants agrariens imposent la « question paysanne » au cœur du débat public: le premier est le *sămănătorismul*, porté par la revue *Sămănătorul* (*Le Semeur*, fondée en 1901), et le second, qui s'exprime dans la revue *Viața Românească* (*La Vie roumaine*, fondée en 1906), est le *poporanismul*⁵¹. Les deux courants partagent certaines idées, comme le caractère agraire de la société roumaine, la critique du capitalisme, le vote universel ou le retour à un développement organique. Mais la primauté que le *sămănătorismul* attribue à la culture et à la renaissance morale le sépare du *poporanismul*, qui conçoit le développement du point de vue économique et politique et qui promeut des réformes agraires structurelles.

Haret est plus proche du *poporanismul*, dont l'animateur, Constantin Stere, est d'ailleurs son collaborateur. Haret est convaincu qu'il faut regarder le paysan dans son quotidien et que la réforme du monde rural doit passer par la simultanéité de la réforme économique et de l'éducation, une autre manière de lutter contre la pauvreté. Son activité en faveur du développement des banques populaires, qui prolifèrent d'une manière spontanée dans les villages à partir de 1891, illustre le plus clairement cette conviction. Il les codifie par un projet de loi en 1903⁵². Dans *Chestia țărănească* (*La Question paysanne*, publié

49 Cătălina Mihalache, « Haret, școala și politica », *Xenopoliana*, vol. 13, n° 1-4, 2005, p. 173.

50 Keith Hitchins, *România, 1866-1947*, trad. George G. Potra et Delia Răzdolescu, București, Humanitas, 1996, p. 178-179, 186-203.

51 Zigu Ornea, *Sămănătorismul* [1970], 3^e éd., București, Editura Fundației Culturale Române, 1998; *id.*, *Poporanismul*, București, Minerva, 1972.

52 Keith Hitchins, *România, op. cit.*, p. 194-195.

en 1905 et republié en 1907), texte qui a eu un écho public tout particulier à l'époque, on voit que Haret comprend que l'action et les décisions politiques doivent avoir une autonomie spécifique. Pragmatisme et idéalisme se retrouvent dans ses mesures et dans ses écrits⁵³. Comme le but de l'enseignement est de former de bons citoyens pour le développement de l'État, il considère que l'école doit être un instrument d'action sociale. Ses réformes nombreuses couvrent des domaines très variés, de la consolidation du caractère obligatoire de l'enseignement et l'augmentation du nombre des écoles (surtout rurales), à la professionnalisation du corps enseignant et la création de l'enseignement professionnel absent auparavant. Ses réformes visent les activités extrascolaires nombreuses et l'implication sociale et économique des instituteurs dans les villages, par l'enseignement pratique agricole, ou par la lutte contre l'alcoolisme, entre autres. Elles ont soulevé les critiques les plus fortes de ses adversaires⁵⁴.

108

À sa manière, Haret est l'homme des réseaux. En tant que ministre, il continue la pratique de l'État roumain d'offrir des bourses d'études. Il mobilise un réseau large de personnalités culturelles de l'époque, en leur passant des commandes ou en leur offrant des subsides, et il fonde de nombreuses associations professionnelles, sociales ou scientifiques dans des domaines variés⁵⁵.

Haret est surtout adepte de l'intervention ample de l'État. Comme la priorité de l'école doit être la consolidation de l'État et de sa nation, l'État doit organiser l'école afin d'être capable de former les esprits dans le sens de « l'amour du pays et la fierté de la race⁵⁶ ». Haret considère que l'intervention de l'État est indispensable pour la consolidation de la nationalité roumaine et de sa culture, d'où également l'éventail si large de ses réformes dans l'enseignement et son attitude missionnaire. La réforme sociale par la réforme de l'éducation est au cœur de la méthode de Haret. Le contraste est assez manifeste par rapport au questionnement idéologique de Junimea qui porte sur ce qui fait la réalité d'une communauté nationale : on a tendance à oublier que les sources philosophiques de Maiorescu ou d'Eminescu sont instrumentalisées pour leur engagement politique au service du projet national⁵⁷.

53 Par exemple, Spiru Haret, « Rapport adressé à Sa Majesté le roi de Roumanie sur l'activité du ministère de l'Instruction publique et des Cultes », București, Institut d'arts graphiques Carol-Goebel, 1903.

54 Cătălina Mihalache, « Haret, școala și politica », art. cit., p. 168-170; Nicolae Isar et Cristina Gudin, *Din istoria politicii școlare românești*, București, Editura Universității din București, 2004.

55 Constantin Dinu, *Spiru Haret*, București, Editura Didactică și Pedagogică, 1970.

56 « *Iubirea de țară și mândria de neam* » (Cătălina Mihalache, « Haret, școala și politica », art. cit., p. 175).

57 Cécile Folschweiller, *Les Prémisses philosophiques du discours des intellectuels roumains aux temps de la construction de la nation (1866-1919)*, thèse sous la dir. de Catherine Durandin, Paris, INALCO, 2009.

L'École sociologique de Bucarest de Dimitrie Gusti (1880-1955) poursuit et élargit l'approche de Haret pendant l'entre-deux-guerres, dans le sens de la transformation de la société rurale roumaine par la culture et par l'action sociale⁵⁸. Mais lorsque Gusti, à son retour au pays après des études en France et en Allemagne, dit dans une conférence de 1910 que les hommes politiques et la politique doivent être assistés par la science et les universités, il annonce déjà l'âge de la « politique scientifique » de l'après-1918 et la professionnalisation de la politique par la science⁵⁹. D'une manière moins systématique, l'activité réformatrice de Haret va dans le sens de l'ingénierie sociale de Gusti. Sauf que pour Gusti, l'école n'est plus suffisante pour mener à bien la mission d'éducation des paysans, c'est à l'élite culturelle que revient cette tâche difficile⁶⁰ : les équipes d'étudiants, l'élite en formation, arpentent le pays pour à la fois connaître et éduquer le monde rural. Haret partage implicitement le nationalisme de Gusti que celui-ci envisage comme une science de la nation, dans ce sens une science « totale », à laquelle toutes les institutions nationales doivent œuvrer. Toutefois, Haret n'a eu ni les moyens institutionnels, ni la formation nécessaire en sciences sociales, ni l'opportunité politique pour se lancer dans une telle démarche totalisante, même s'il partage la même ambition de connaissance que Gusti⁶¹.

Kogălniceanu, Maiorescu, Haret et toute l'élite politique d'avant 1914 sont persuadés que l'État est un instrument entre leurs mains, pour leur projet de développement et de construction nationale et de modernisation. À côté de la pratique du clientélisme et de la mise en marche des réseaux, l'instrumentalisation de l'État participe à la définition élitiste de l'action politique et à la difficulté de la professionnalisation de la sphère politique.

Avant la constitution des grands corps de l'État et de la fonction publique dans une logique plus bureaucratique, et en l'absence de références nationales pour mesurer le mérite et la spécialisation, venue du manque d'universités adéquates, l'obtention d'un doctorat en Occident, comme étalon pour la méritocratie, et le travail au service du projet national font les carrières des hauts dignitaires. On a également vu que les réseaux clientélares ont un rôle de médiation vers les fonctions dans l'État et ils ont un rôle essentiel pour le recrutement politique et administratif. De 1914 à 1919, l'État roumain mène une modernisation

58 Antonio Momoc, *Capcanele politice ale sociologiei interbelice. Școala gustiană între carlism și legionarism*, București, Curtea Veche, 2012 ; Zoltán Rostás, *Atelierul gustian : o abordare organizațională*, București, Tritonic, 2005.

59 Antonio Momoc, *Capcanele politice ale sociologiei interbelice, op. cit.*, p. 43-54, 95-107.

60 *Ibid.*, p. 350-353.

61 Notamment par son souhait d'expliquer toute la société par la science, Ana Bazac, « Spiru Haret, *Mecanica Socială* : semnificații epistemologice », *Studii și comunicări/DIS*, vol. 5, 2012, p. 199-210.

accélérée du point de vue administratif, médical, industriel, et pas seulement militaire, surtout par des échanges avec les alliés dans le domaine des corps spécialisés⁶². Cette étape de création des corps professionnels est complétée par la codification du statut des fonctionnaires publics en 1923 dans une logique de plus en plus bureaucratique⁶³. Après la guerre, les mécanismes de consécration intellectuelle se consolident et le champ culturel est une réalité à contours clairs du point de vue sociologique⁶⁴.

Plus visible donc, cette professionnalisation de l'après-guerre permet la cohabitation d'autres logiques pour le recrutement politique et administratif. L'élitisme des réseaux n'est plus le seul moyen d'accès à la politique et à l'administration, quoique le rapport de clientèle continue de rester important⁶⁵. La première étape de la modernisation discursive est suivie par la modernisation institutionnelle et bureaucratique plus avancée. D'autant plus que 1918 change la donne, l'État roumain parachève son projet national : le territoire est doublé par rapport au territoire d'avant-guerre. Dorénavant, il reste l'épreuve la plus difficile, à savoir gérer la rupture entre la politique et la culture⁶⁶. Cette rupture touche sa forme extrême chez les (néo)traditionalistes des années 1920-1930 qui critiquent la professionnalisation de la politique et la démocratie parlementaire et qui opposent à la politique la tradition autochtone et la culture, considérées comme les seules sources de vérité et d'authenticité nationale, les seules opposables au « mensonge » des institutions de la politique démocratique⁶⁷.

110

62 La dimension militaire est étudiée par Jean-Noël Grandhomme, *La Roumanie en guerre (1914-1919). De la Triplice à l'Entente*, Saint-Cloud, Sotecal/14-18 Éditions, 2009 ; *id.*, *Henri-Mathias Berthelot (1861-1931). Du culte de l'offensive à la stratégie globale*, Ivry, ECPA-D, 2011.

63 Andrei Florin Sora, *Servir l'État roumain*, *op. cit.*, p. 106-117, 130-134.

64 Dragoș Sdrobiș, « O identitate disputată în România interbelică : intelectualul. Între tribulații generaționale și diferențe specifice », dans Lucian Nastasă et Dragoș Sdrobiș (dir.), *Politici culturale și modele intelectuale în România*, Mega, Cluj-Napoca, 2013, p. 327 et *passim*.

65 Cristian Preda, *Rumâniilor fericiți*, *op. cit.*, p. 153-184 ; Stelu Șerban, *Elite, partide și spectru politic în România interbelică*, București, Paideia, 2006.

66 Sorin Alexandrescu, « Modernism și anti-modernism. Din nou, cazul românesc », art. cit., p. 132.

67 Florin Țurcanu, *Intellectuels, histoire et mémoire en Roumanie. De l'entre-deux-guerres à l'après-communisme*, București, Editura Academiei Române, 2007, p. 11-35 ; Sorin Alexandrescu, « Modernism și anti-modernism », art. cit., p. 138-140.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction : Le pain et le sel Silvia Marton & Frédéric Monier	7
---	---

PREMIÈRE PARTIE

GENÈSE D'UNE QUESTION POLITIQUE (XVIII^e-XIX^e SIÈCLE)

Corruption et malversations au XVIII ^e siècle : Réflexions autour de l'exemple languedocien Stéphane Durand	23
Du micropolitique à la corruption : Joseph II et l'idéal de l'État de police dans le Banat Benjamin Landais	37
Sanctionner le conflit d'intérêts dans la Valachie des années 1830. Une étude de cas : les sous-préfets Bogdan Mateescu	51

DEUXIÈME PARTIE

ÉTAT CONTEMPORAIN ET PRATIQUES DE POUVOIR (XIX^e-XX^e SIÈCLES)

Les recommandations à la fin du XIX ^e siècle au sein des Postes et Télégraphes du Vaucluse, entre pratiques de faveur et règles administratives Christophe Portalez	69
« <i>Funcționarism</i> » : La rhétorique de la corruption morale et institutionnelle au XIX ^e siècle en Roumanie Andrei Dan Sorescu	83
L'élitisme des réseaux : Les difficultés de la professionnalisation de la politique en Roumanie (1866-1914) Silvia Marton	97
Élus et recommandations dans le département de la Meuse au XX ^e siècle : Méthodologie et perspectives d'analyses Julie Bour	111
Un autre regard sur les relations industrielles : Clientélisme, faveurs et paternalisme dans le monde minier Marion Fontaine	123

TROISIÈME PARTIE
DISCOURS CRITIQUES ET RÉGULATIONS (XIX^e-XX^e SIÈCLES)

Le pouvoir à l'abri des sanctions. Les débuts du contrôle parlementaire en Roumanie Alexandra Iancu	137
Les pratiques de corruption dans la caricature électorale. Le scrutin de 1919 en Roumanie Domnica Gorovei	151
La fabrique socialiste de la morale : Intérêts, conflits et normes dans le parti de Léon Blum Frédéric Monier	177
Un cas majeur de corruption dans la Roumanie de l'entre-deux-guerres : L'affaire Škoda Matthieu Boisdrón	191
Dénoncer l'improbité publique dans une « ville maudite » : Acteurs, rhétoriques et contextes de la critique de la politique marseillaise depuis les années 1980 Cesare Mattina	205
Conclusion Olivier Dard	219